



N° 108

Les mille sources de la Colère

avril 2018

EDITO

A l'image de celles d'ores et déjà tenues ou en cours, la CGT Finances Publiques appelle à la généralisation des Assemblées Générales unitaires sur tout le territoire, pour décider dès à présent de modalités d'actions inscrites dans la durée, visant à la reconduction de la grève dans tous les services et au blocage de la DGFIP. C'est la seule issue pour obtenir satisfaction sur les revendications.

En effet, après le code du travail et des réformes au bénéfice des plus riches, le gouvernement s'attaque aux services publics et notamment à la Fonction Publique dans ses trois versants.

Parallèlement au dépeçage de la SNCF et à celui du statut des cheminots, le gouvernement s'en prend frontalement au statut des fonctionnaires, aux missions qu'ils exercent, et annonce 120 000 suppressions d'emplois dont 50 000 au sein de la Fonction Publique d'Etat.

Son projet de transformation de l'action publique « CAP 2022 » est inacceptable. Le gouvernement a franchi un nouveau cap en préconisant le recours accru aux non-titulaires, le renforcement de la rémunération au mérite, la diminution du nombre des instances de représentation du personnel et un plan de départs volontaires.

C'est dans ce contexte que notre administration fiscale, comptable et foncière est impactée de plein fouet. Objectif : la destruction de la DGFIP !

Pour ce faire, entre 16 et 18 000 emplois sont voués à y disparaître d'ici 2022. La réunion du 9 mars 2018 avec le Directeur Général a confirmé le fait que la pérennité d'aucune mission ne peut être garantie. Les réseaux de proximité sont remis en cause. Des directions départementales et des DiSI seront fusionnées. Confier la gestion des agents au préfet a été évoquée. De plus, les conditions de travail des agents n'ont jamais été aussi dégradées. Pour amener à terme son projet destructeur, l'administration s'attaque aux règles de gestion, aux droits et garanties des personnels.

Face à ces attaques tous azimuts la lutte est engagée :

Dans le prolongement des précédentes mobilisations et de la réussite de la grève du 22 mars 2018, la grève est enclenchée à partir du 3 avril chez les cheminots, à l'énergie, à Air France, chez tous les acteurs privés et publics de la filière « collecte et traitement des déchets » ; les étudiants se mobilisent sous la forme d'occupations... A la DGFIP, des départements ont décidé de la grève dès le mois d'avril.

**La CGT Finances Publiques
vous informera régulièrement des initiatives,
actions et grèves.**

LOGICIEL DE COMPTAGE DES GREVISTES

C'est avec la plus grande perplexité que nous acceptons les excuses de notre direction qui a annoncé, peut-être un peu hâtivement, un taux de grévistes de 66% au lieu de 49,86%.

Alors, fâcheuse défaillance du logiciel de comptage des grévistes, ou piètre maîtrise du sacro-saint outil numérique ?

Nul ne le sait, mais il y a de quoi s'inquiéter !

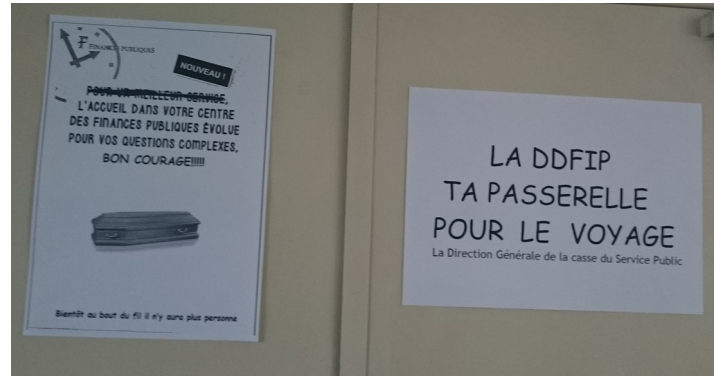
Quel est le petit malin qui s'en est rendu compte trop tard ?

LA MOBILISATION : LA SUITE

En intersyndicale, une manifestation de solidarité à l'égard des collègues du SPF de Brive, en passe d'être phagocyté par celui de Tulle, est venue interrompre la grand messe de N°1 lors de l'annonce du saccage du service le 27 mars. C'est une quarantaine d'agents du CFIP de Brive qui ont alors subitement investi la réunion pour soutenir leurs collègues, faire entendre les inquiétudes brûlantes soulevées par toutes les mesures d'austérité qui portent atteinte au service public et rappeler la détermination des agents, fortement mobilisés lors de la grève du 22 mars. « Vous accélérez la casse du service public » : dégradation des conditions de travail, avenir hypothétique des agents, pas de visibilité avant les mutations,

inquiétude pour les contribuables et la gratuité des services, etc.

La réunion s'est clôturée sur la promesse de nouvelles rencontres de « préparation » avec N°1, alors qu'aucune question cruciale n'avait trouvé de réponse satisfaisante. Qu'on se le dise, le rapport de force apparaît donc déterminant contre la langue de bois pratiquée par nos dirigeants et les agents, portés par la CGT19, n'entendent pas en rester là !



LES OUBLIÉS DU SYSTEME

Le PAS (pour Prélèvement A la Source) est en marche forcée : parti d'une pseudo volonté de simplification, l'administration a accouché d'une monstrueuse usine à gaz dans laquelle les agents ont tout à perdre. Qu'à cela ne tienne on forme les collègues concernés dans l'urgence. Tous ? Et pour les collègues des SIE confrontés aux questions des entreprises collectrices ? Niet, nada, que dalle ! Aide-toi le ciel t'aidera !

POUR INFO

Nous avons décidé de boycotter le CTL du 6 avril 2018 puisqu'à l'ordre du jour, toujours aucune évocation de l'ASR 2018 (adaptation des structures au réseau). Notre directeur nous avait pourtant promis à tout le moins une réunion d'information avant la fin du premier trimestre 2018. Il s'est aussi targué d'informer les OS en priorité

Les promesses n'engagent pas que ceux qui les écoutent !

